

Collaboration spéciale

Le Parlement et la démocratie au XXI^e siècle : Les médias et le Parlement

De mon point de vue, les médias et les parlementaires devraient considérer leurs relations comme complémentaires et non concurrentielles. Les députés sont élus pour représenter les gens de leur circonscription, pour aider les citoyens à obtenir des services gouvernementaux, pour infléchir les débats politiques et, s'ils sont dans l'opposition, pour surveiller le gouvernement.

Les journalistes politiques ont comme rôle d'explorer les recoins pour jeter de la lumière sur des faits que les détenteurs du pouvoir préfèrent laisser dans l'ombre. Ils aident les citoyens à prendre des décisions éclairées dans leur propre vie, ce qui constitue un des ingrédients essentiels d'une démocratie dynamique. Leur motivation peut se résumer par le vieux dicton voulant que les journalistes essaient de réconforter les accablés et d'accabler les habitués du confort.

Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, a blâmé les médias de se borner à obéir à ce qu'il appelle les cinq C : conflit, controverse, confusion, chaos et confrontation. Aussi est-il facile de voir pourquoi certains politiciens, qui craignent les pierres et les flèches, préfèrent rester loin des journalistes. Les politiciens devraient toutefois réaliser qu'ils peuvent utiliser les journalistes à leur avantage. Un journaliste peut plaider la cause d'un député qui se bat dans un dossier lié à l'immigration ou à la justice. Il peut attirer l'attention sur la nécessité, pour les agriculteurs, l'industrie des ressources ou le secteur de la haute technologie, d'accorder des allègements fiscaux, qui, par ailleurs, profiteraient à une circonscription. En deux mots, les médias peuvent servir à donner un plus vaste retentissement à des enjeux locaux. Il est évident que les médias exercent un pouvoir plus puissant que n'importe quel parlementaire lorsqu'il s'agit de braquer les projecteurs sur des enjeux de taille comme la pauvreté chez les enfants ou le sida, en particulier à l'ère de la télévision.

Des médias canadiens se sont même mis à jouer en quelque sorte le rôle des parlementaires et à devenir l'« opposition officielle » après que l'électorat de provinces comme le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard ou la Colombie-Britannique a élu pratiquement tous les députés du parti au pouvoir. Les journalistes ont parfois aussi tendance à déborder le cadre du traitement de l'information pour servir de commentateurs ou d'analystes sur les thèmes importants de l'heure dans les émissions de télévision et de radio. Il vaudrait mieux que des politiciens assument cette fonction. Les députés devraient peut-être y voir un avertissement et tâcher de devenir plus accessibles et plus versés dans l'art des formules frappantes s'ils veulent livrer directement leur message au public.

Ce que j'aimerais faire ressortir, ce sont les tendances négatives dans la relation entre les parlementaires et les médias. Depuis quelques années, de plus en plus de pouvoirs sont concentrés au Cabinet du premier ministre et au Bureau du Conseil privé. On a de plus en plus recours à la clôture pour limiter les débats et marginaliser le rôle des députés. M. Chrétien, l'ancien premier ministre, dirigeait un gouvernement pragmatique plutôt que visionnaire. Et dans les derniers temps du gouvernement, beaucoup de députés libéraux sont partis en croisade contre leur propre chef. Tout cela a contribué à axer la politique sur la personnalité plutôt que sur les idées. Sous le couvert de l'anonymat, des députés contrariés ont utilisé des journalistes complaisants pour manifester leur mécontentement, et les journalistes ont vite fait de mettre en lumière des peccadilles, par exemple dans le cas de la députée qui a marmonné entre ses dents qu'elle détestait « ces salauds » au sujet des Américains.



M. Martin, le nouveau premier ministre, veut s'attaquer en priorité à ce qu'il appelle le « déficit démocratique » en donnant plus de pouvoirs aux députés, ce qui pourrait mener à des débats de fond plus animés et, par conséquent, à un changement positif de l'activité journalistique. Par contre, les conseillers de son cabinet paraissent obsédés par le contrôle des messages destinés aux médias.

L'opposition, divisée, a contribué elle aussi à axer la politique sur la personnalité. Les députés de l'opposition se sont servis de la période des questions pour lancer des attaques personnelles et se sont donné beaucoup de mal pour employer un langage accusateur au lieu de se concentrer sur les questions de fond. Manifestement, ils estiment avoir plus de chances de faire les nouvelles du soir en adressant des remarques désinvoltes et personnelles qu'en abordant les problèmes d'actualité. Cette attitude négative a intensifié l'antagonisme dans le traitement des nouvelles et a, sans aucun doute, alimenté le cynisme de la population face à la politique. La situation pourrait cependant changer à la suite du récent réalignement politique au Canada. La présence, à la gauche de l'échiquier, d'un NPD qui a pris plus d'assurance et, à la droite, du nouveau Parti conservateur pourrait raviver le débat sur les questions de fond à l'avenir.

On aurait tort, toutefois, de pointer du doigt les seuls politiciens pour l'état actuel du journalisme canadien. Le Canada dispose d'une tribune de la presse professionnelle et d'avant-garde. Mais cette dernière s'est facilement exposée elle-même aux reproches en raison des guerres de journaux, des compressions, de la

convergence et des analyses instantanées à la télé en direct. Il en résulte une moins grande diversité de voix, un traitement de l'information plus influencé par l'opinion de la presse et des reportages plus agressifs ou plus chargés de testostérone qui sont souvent moins équitables, moins objectifs et moins orientés vers le service au public que n'importe quel idéal journalistique. Bref, les journalistes ont souvent tendance, de nos jours, à vouloir servir les ambitions brutes de politiciens avides de pouvoir que les nobles idéaux véhiculés par les débats sur les orientations politiques.

C'est devenu le paradoxe de la poule et de l'œuf. Les députés estiment qu'ils auront plus de temps d'antenne à la télévision ou une meilleure couverture à la une des journaux en lançant des messages négatifs ou controversés et d'habiles jeux de mots. Les partis planifient leur attaque de la période des questions en fonction de ce qui attirera le plus d'attention aux nouvelles et non en fonction des intérêts supérieurs de la population. De ce fait, les journalistes tombent souvent dans le piège en soulignant le léger, le banal et l'éblouissant ainsi que le scandaleux. Pourquoi se donneraient-ils la peine d'approfondir des idées si même les politiciens ne le font pas?

Malheureusement, les politiciens, comme les journalistes, sont souvent coupables de paresse intellectuelle et ont tendance à contourner les questions de fond. Ils feraient bien de se livrer à un examen de conscience sérieux sur le rôle qu'ils peuvent et doivent jouer dans une démocratie parlementaire qui fonctionne, surtout en cette époque où la population fait preuve d'une apathie et d'un cynisme grandissants à l'égard de la politique.

Susan Murray est courriériste parlementaire principale à la radio de Radio-Canada à Ottawa. Le présent éditorial s'inspire d'observations faites à un colloque de l'Association parlementaire du Commonwealth sur les relations entre les parlementaires et les médias.